Grand Débat - Crécy-la-Chapelle

8 février 2019

La fiscalité et les dépenses publiques

Pour que la justice fiscale existe, chacun doit participer à son niveau aux efforts que demande la France. Un PDG d'entreprise française, tel que Carlos Ghosn, doit payer ses impôts en France. **Il faudrait demander des comptes aux Français les plus riches et exercer un contrôle sur le réinvestissement des grandes fortunes en France.**

Une interview de millionnaires dans *Le Monde* du 3 février révèle que ces derniers seraient prêts à être **taxés sur leurs droits de succession.**

Les multinationales ont recours à l'optimisation fiscale, voire à l'évasion fiscale. Elles possèdent des réseaux de distribution dans tous les pays, qui ne profitent pas à ces pays parce qu'elles n'y payent pas d'impôts. Les dizaines de millions d'euros dépensés en honoraires de leurs conseillers fiscaux et de leurs avocats devraient revenir au budget de l'État. **Il faudrait établir un fléchage et un contrôle des dépenses publiques engagées. Il faudrait également baisser les taxes sur les produits de première nécessité.** Enfin, la désindustrialisation du pays a entraîné une baisse des recettes fiscales obtenues grâce aux entreprises françaises.

Il faudrait établir des prix plafonds pour les produits de première nécessité. Baisser les taxes sur ces produits n'est pas une solution à elle seule, parce que leurs producteurs pourraient toujours en augmenter le prix.

Les denrées alimentaires devraient être détaxées. L'augmentation des taxes revient-elle aux agriculteurs ?

Ce sont des sociétés telles que Nutella ou Nestlé qui en profitent et ces dernières exploitent les producteurs, en ce qui concerne le lait. Ces sociétés sont hors-la-loi et ne sont pas contrôlées fiscalement, ce qui conduit à une insuffisance de recettes fiscales pour la France.

Il faudrait une traçabilité des bénéfices de ces sociétés.

Il faudrait plus de contrôle des sociétés qui emploient des travailleurs détachés, qui devraient travailler en France pendant un temps limité. **Il faudrait mieux contrôler les fraudes de ces sociétés.**

La France peut difficilement légiférer seule pour contrôler des multinationales. **Les décisions en termes de fiscalité doivent être prises au niveau européen.**

Les sociétés de transport routier étrangères pratiquent une concurrence déloyale, notamment en corrompant les douaniers français, tandis que les sociétés de transport routier françaises payent des taxes importantes, ce qui entraîne de mauvaises conditions de travail pour les routiers. La France

manque de fonctionnaires, notamment dans les douanes. Les fonctionnaires actuels ont de très mauvaises conditions de travail, ce qui les empêche de réaliser correctement leur mission.

Carlos Ghosn ne paye pas ses impôts en France, mais au Luxembourg, alors que l'État français est actionnaire de Renault et que cette société est bénéficiaire du CICE.

Carlos Ghosn gagne 1 300 fois le SMIC.

Les sociétés françaises délocalisent des pans de leur activité à l'étranger, notamment en Asie du Sud-Est, et emploient des salariés détachés. La France n'est pas une nation de cols blancs, elle est également composée de travailleurs « besogneux ».

La France « importe » des travailleurs roumains ou polonais, tandis que la Pologne « importe » des travailleurs ukrainiens. Ces travailleurs sont contraints de laisser leurs enfants à leurs grands-parents et vivent dans des conditions indécentes. C'est l'Europe actuelle qui autorise cela.

Les sociétés telles qu'Amazon ne payent pas d'impôts en France, au contraire des PME françaises. Il est admis qu'il faudrait taxer ces sociétés : pourquoi aucun gouvernement ne légifère-t-il pour mettre en place cette taxation ?

Une promesse de campagne d'Emmanuel Macron était de supprimer le RSI pour les artisans, qui sont désormais adhérents à la Sécurité sociale. Mais cela n'a pas entraîné la baisse de cotisations promise. Des députés ont annoncé des taux de cotisations de 32 %, mais ils sont réellement de 47-48 %. Cela empêche les artisans d'investir. De plus, les statuts des entreprises d'artisanat ne correspondent plus au régime social et doivent être changés, ce qui est coûteux.

Il est difficile de savoir ce que financent les impôts et s'ils vont à l'État, aux régions ou aux départements.

Les SSU ou SAS payent 42 % de cotisations patronales et 22 % de cotisations salariales, auxquelles s'ajoutent la TVA et les autres charges. Sur 100 €, leur revenu net est de 5 à 7 €. Les gouvernants et les législateurs n'ont pas conscience de cette réalité. Pourquoi la France est-elle le pays d'Europe où l'on paye le plus d'impôts directs et indirects ?

La transition écologique

Il y a peu de soleil et de vent dans le nord de la France, comment les éoliennes et les capteurs solaires, peuvent-elles remplacer les centrales nucléaires ?

La France dispose de beaucoup de compétences et nombreux sont ceux qui s'investissent pour sortir du charbon et du pétrole, qui sont des ressources limitées et qu'il faudrait inévitablement remplacer. **Il s'agit d'investir dans les énergies renouvelables et ne pas attendre que les réserves de pétrole soient épuisées.** Il existe des technologies qui permettent de fabriquer de l'énergie avec des déchets et grâce aux marées. **Nous devons faire attention à ne pas détruire la nature en utilisant ces nouvelles technologies**, par exemple, en construisant des éoliennes flottantes pour ne pas abîmer les fonds marins. Le nucléaire peut provoquer des catastrophes telles que celles de Fukushima et Tchernobyl et ses déchets, qui ont une durée de vie très importante, sont enfouis dans le sol et dans la mer dans des cuves qui peuvent fuir et détruire la terre et la mer.

L'association Négawatt a écrit des rapports qui affirment qu'on peut se passer de l'énergie nucléaire grâce à un mix énergétique. Il est possible, par exemple, de récupérer des calories dans les égouts. Ces solutions ne peuvent pas être mises en place à grande échelle. Les voitures électriques sont une fumisterie.

L'énergie la moins chère est celle qu'on ne consomme pas. **Il faudrait que les magasins ne restent pas allumés la nuit, supprimer les panneaux publicitaires lumineux et la climatisation.**

Il est nécessaire d'arrêter le nucléaire à cause du risque d'accident. Les énergies renouvelables ne peuvent souvent être mises en place qu'à petite échelle. Le béton des éoliennes pollue ; les panneaux solaires ont une durée de 30 ans : l'usage de cette technologie va donc produire des déchets. Parfois, les énergies renouvelables ne polluent pas moins et ne sont pas plus fiables que nos énergies actuelles. Seuls les barrages hydrauliques peuvent se mettre en fonctionnement rapidement.

Il existe de nombreux cours d'eau dans la région. **Pourquoi ne pas subventionner la construction de moulins et de centrales hydroélectriques pour remplacer les centrales nucléaires ?**

Une solution pourrait être de produire l'énergie à l'échelle des communes, ce qui éviterait beaucoup de pertes d'énergie. **Il s'agirait de décentraliser la production d'énergie et faire en sorte que les Français fabriquent leur propre énergie.**

Certaines petites communes font du chauffage avec des déchets de bois.

Il faudrait prendre exemple sur des pays qui ont déjà fait une transition énergétique, tels que le Costa Rica, qui produit 90 % d'énergies renouvelables.

Il faudrait non pas adopter une solution unique, mais plusieurs, à adapter aux territoires et aux différents climats. Mais la première chose à faire, qui est simple, est de réduire les consommations et le gaspillage d'énergie.

Il faudrait changer nos modes de vie.

Les nuisances sonores des éoliennes sont importantes. Il est important de prendre en considération les dommages psychologiques et les problèmes de santé qu'elles peuvent provoquer chez les Français qui vivent à proximité, ainsi que chez les animaux marins, par exemple. La biodiversité est importante, nous avons besoin de préserver toutes les espèces. **Il s'agit de trouver des alternatives, mais en réfléchissant à leurs inconvénients.** La mise en place des voitures électriques était une erreur.

Les consignes concernant l'utilisation du gazole divergent au sein du gouvernement français.

La nouvelle réglementation thermique est drastique : les nouveaux bâtiments doivent être autonomes et produire de l'énergie. Nous avons atteint l'excellence en termes d'isolation thermique.

Il existe des autoroutes qui fournissent de l'énergie grâce au frottement de pneus des voitures.

Une loi est passée début octobre, qui interdit la vente de semences anciennes. Il n'est maintenant possible de ne semer que des graines génétiquement modifiées. C'est un pas en arrière et une décision prise en dépit du bon sens.

L'État a mis en place des subventions pour l'isolation d'habitations, mais elle ne profite qu'aux propriétaires. **Il faudrait permettre aux locataires de bénéficier des subventions étatiques pour isoler leur logement et d'en déduire les coûts de leur loyer.**

Il faudrait une loi imposant aux propriétaires de maîtriser les dépenses d'énergie des logements qu'ils louent.

Il faudrait arrêter la surconsommation, faire attention aux étiquettes des produits que nous consommons ainsi qu'à notre empreinte carbone et consommer des produits locaux.

Tous les propriétaires ne sont pas riches. À cause de l'évolution des réglementations écologiques en matière de construction, construire une maison aujourd'hui peut être deux fois plus coûteux qu'il y a 30 ans. L'écologie a un coût.

Les collectivités devraient particulièrement faire attention au gaspillage d'eau dans leurs locaux.

Les collectivités ne gaspillent pas plus que les autres. **Il faudrait arrêter de penser que ce sont les autres qui gaspillent, mais agir chacun à son échelle.**

La révolte des Gilets jaunes est le produit de la fiscalité écologique, qui est confiscatoire et assigne les gens à résidence. Les habitants des grandes agglomérations bénéficient de transports en commun, mais ce n'est pas le cas des autres. **Il faudrait développer la recherche pour bien anticiper la transition et notamment mettre en place des infrastructures pour que nous puissions conserver notre mobilité.**

La transition écologique ne doit pas reposer uniquement sur des taxes. La volonté politique manque, notamment en termes de régulation des circuits de production.

Les transports en commun devraient être gratuits pour inciter à ne pas utiliser les voitures. Les voyages en TGV sont très coûteux.

Rien n'est gratuit et il faudra toujours financer les transports en commun d'une manière ou d'une autre.

L'organisation de l'État et des services publics

La dépense publique pour loger les réfugiés est de 1 000 € par personne. Il serait moins coûteux de les loger en appartements loués. Le 115 ne dispose pas d'assez d'hébergements. La prise en charge de ces réfugiés manque de coordination et d'organisation, de même que les politiques familiales et sociales. **Il faudrait décentraliser l'action sociale**, comme il a été fait en 1982.

En France, nous ne savons pas trouver de consensus ni mettre nos guerres de pouvoir de côté pour travailler intelligemment ensemble au bien commun.

Le ministère de la Culture a supprimé la direction de l'inventaire du patrimoine, qui revient désormais aux Directions régionales des affaires culturelles (DRAC). Ces dernières ne connaissent pas la réalité du patrimoine français, car il leur est difficile de se rendre sur l'ensemble de leur territoire. **Il faudrait plus d'ingénierie pour faire la jonction avec la réalité.**

La France est un pays de strates administratives : à chaque nouvelle organisation naît une nouvelle strate. Beaucoup de temps est perdu à communiquer avec les strates inférieures et supérieures. **La strate du département n'a plus d'utilité, ses compétences devraient être transférées aux régions.**

Les communautés de communes ne sont pas utiles non plus. Les communes géraient correctement leurs affaires avant la création de cette strate.

Les services publics les plus importants sont l'enseignement, l'hôpital et les pompiers. La France abandonne les enseignants. L'hôpital manque de lits et l'admission des patients est mal organisée par des technocrates qui ne se rendent pas compte de l'impact parfois grave de leurs décisions. Il est anormal que les infirmiers soient beaucoup moins rémunérés que les députés et encore moins que les footballeurs.

La population vit de plus en plus âgée, mais pas forcément en bonne santé. L'hôpital est en train de mourir, car les soignants tombent malades et se suicident. Ils sont mis au placard quand ils réclament de meilleures conditions de travail.

Les gouvernants ne comprennent pas la réalité des Français. Ils sont dans l'incapacité de régler les problèmes réels.

La France est la championne du monde des commissions. Les personnes qui y siègent ont des salaires trop élevés. Tout travail mérite salaire, mais il convient d'éviter les abus. **Baisser ces salaires permettrait de recruter des fonctionnaires hospitaliers**, par exemple.

Il faudrait réviser l'effectif des sénateurs et des députés et sanctionner leurs absences respectivement au Sénat et à l'Assemblée nationale : il n'est pas normal qu'ils soient payés lorsqu'ils sont absents.

Les dépenses de chauffeurs et secrétaires des représentants des Français sont trop importantes et devraient être diminuées. Ils devraient prendre les transports en commun. Il est injuste que leurs transports soient payés par l'État et qu'ils voyagent dans de meilleures conditions de la majorité des Français.

Lors des séances de nuit, les députés et les sénateurs ne peuvent pas prendre les transports en commun.

Il faudrait mettre en place un service voiturier de partage de voitures et de chauffeurs pour les députés et les sénateurs à la fin des séances de nuit.

Les députés et sénateurs pourraient utiliser leurs propres voitures, comme le font les infirmiers et les policiers qui terminent tard dans la nuit, par exemple.

Les cadres ne peuvent pas travailler au-delà de 22 heures. Pourquoi les députés et sénateurs travaillent-ils jusque 2 heures du matin ?

Toutes les notes de frais des représentants des Français devraient être contrôlées et non seulement une partie par tirage au sort. Les services publics importants sont l'éducation, la santé, la sécurité et la justice. La culture devrait être gérée par le privé.

Les citoyens font beaucoup pour la France et les élus font trop peu. Ces derniers doivent assumer leurs devoirs, leurs responsabilités et le mandat qu'ils ont reçu des Français.

Les Français sont lassés des privilèges des élus, d'autant plus qu'ils les conservent leur mandat terminé. Les élus doivent remplir leur mission de service public. Un pays se dirige comme une entreprise, il faut donc des élus et des dirigeants compétents, ce qu'ils ne sont souvent pas assez.

Dans une entreprise, un résultat est demandé, alors qu'à l'Assemblée nationale, par exemple, les élus agissent comme bon leur semble pendant leur mandat.

Les Français n'ont pas bonne mémoire : ils ne devraient pas réélire les élus qui ont failli à leur mission.

Une centaine de communes n'a plus d'antennes de la Caisse d'allocations familiales (CAF). Elles doivent elles-mêmes organiser l'accès au site Internet, alors qu'elle n'est pas toujours pourvue en équipements informatiques.

La fracture numérique est encore très importante en France.

L'État n'est pas assez exemplaire en termes de dépenses et n'inspire pas confiance. Les efforts semblent être toujours faits par les citoyens. Il est inadmissible que des secrétaires d'État, tels que Madame Schiappa, augmentent leurs salaires. Le premier échelon du statut de la Chambre des Métiers a été supprimé, parce qu'il était inférieur au SMIC.